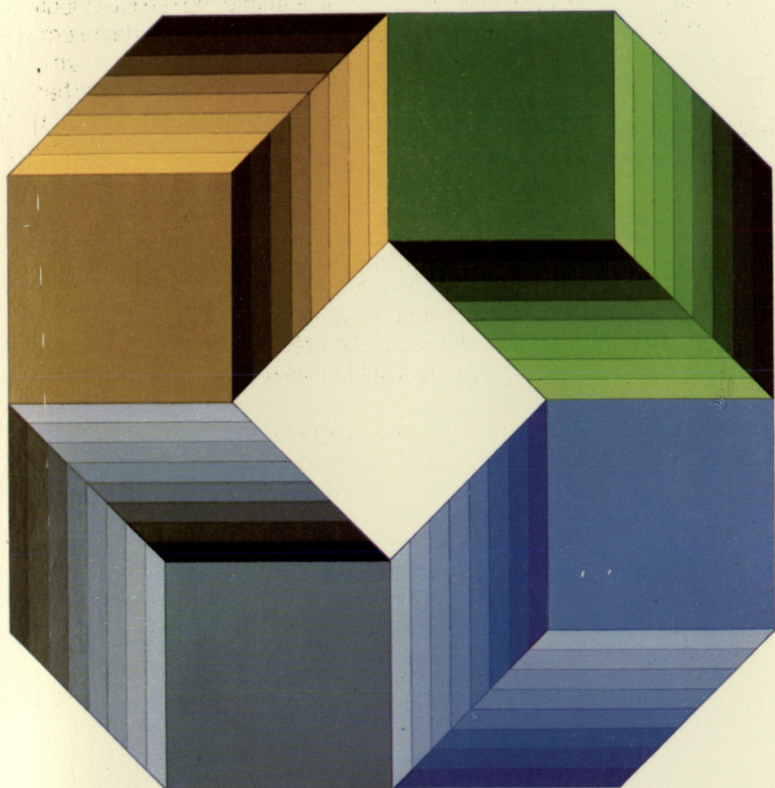


CLAUDE LEFORT

éléments d'une critique de la bureaucratie



Extrait de la publication **TEL** gallimard

PRÉFACE

Les essais que contient ce volume ont été rassemblés une première fois en 1971, sous le titre *Eléments d'une critique de la bureaucratie*. En les rendant accessibles à un plus large public, j'ai cru bon d'alléger sensiblement l'ancien recueil. Ainsi, en ai-je retranché d'abord une longue polémique avec Sartre, rédigée en 1953, à une époque où il venait d'épouser avec emportement la cause du Parti communiste français et celle de l'Union soviétique, puis deux textes relatifs aux soulèvements de l'Europe de l'Est en octobre-novembre 1956, l'un consacré à la révolution hongroise, l'autre à la déstalinisation en Pologne. Que le lecteur ne voie pas dans ces amputations le signe d'un désaveu, ni même de réticences particulières à l'égard de tels écrits plutôt que d'autres. Les arguments que j'opposais à Sartre relèvent d'une interprétation du mouvement ouvrier et de la fonction des partis communistes qu'on trouvera dans *L'Expérience prolétarienne*. Il me semble qu'elle était mieux formulée là. Voilà pourquoi j'ai donné ma préférence à cette dernière étude, puisqu'il me fallait choisir. En outre, un autre de mes essais, *La Méthode des intellectuels progressistes* porte trace de mon jugement sur le rôle éminent qu'a joué Sartre au service de ce que le courageux Ciliga nommait « le grand mensonge. » J'en dis donc assez pour qu'on se rappelle comment l'intelligence, la culture et le talent concoururent à épaissir les ténèbres. Quant à mon analyse des événements d'Europe de l'Est, le XX^e anniversaire de la révolution hongroise m'a donné l'occasion de la poursuivre et, me semble-t-il, de l'enrichir dans des articles récents. Il eût été nécessaire de leur faire place. Je ne le pouvais, dès lors que je

souhaitais faire plus bref. J'ai donc décidé de réserver pour une autre publication l'ensemble de mes commentaires et de mes réflexions sur ce sujet. En revanche, il m'a paru utile d'inclure dans ce nouveau recueil un compte rendu de l'ouvrage de Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*. Il remonte à 1948. Je l'avais injustement négligé. Outre qu'il fixe le tout premier repère de ma critique de la bureaucratie, son mérite est de remettre sous les yeux du public un extraordinaire témoignage, accueilli à l'époque dans les milieux de gauche avec suspicion ou indignation. Ceux qui l'ont oublié ou ne l'ont pas connu admettront ou découvriront peut-être qu'il y a trente ans déjà, on possédait de solides informations sur la nature du régime soviétique.

Comme on le verra, la plupart des textes ici reproduits ont vu le jour dans les années cinquante. Les autres, les tout derniers, ne donnent qu'une image incomplète du chemin que j'ai parcouru depuis. Un essai sur Mai 68 publié dans *La Brèche*¹ (en collaboration avec Edgard Morin et J.-P. Coudray), une *Esquisse de la genèse de l'idéologie*², enfin *Un homme en trop*³, où j'entrelace une interprétation de *L'Archipel du Goulag* avec l'analyse du totalitarisme, des articles de *Libre* et d'*Esprit* indiquerait à qui s'y intéresse, la direction que je suis ou que je cherche. Ce volume ne laissant donc connaître qu'une partie de mon itinéraire, j'aimerais que le lecteur se souvienne des circonstances dans lesquelles j'écrivais autrefois. Le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'étaient guère favorables à un exercice serein de la réflexion politique. Qui n'a pas connu la terreur idéologique que faisait peser sur la gauche le Parti communiste dans les années d'après-guerre, qui ne sait comment s'agglutinaient autour du stalinisme les écrivains progressistes ne soupçonne pas la difficulté qu'il y avait alors à parler de régime bureaucratique ou de totalitarisme et à franchir les murailles du marxisme-léninisme pour découvrir la pensée de Marx. J'entretenais, il est vrai, des liens étroits avec Castoriadis

1. Fayard, 1968.

2. Reproduit dans *Les Formes de l'histoire*, Gallimard, 1978.

3. Le Seuil, 1975.

qui avait, le premier, posé les fondements d'une critique rigoureuse de la société bureaucratique. En dépit de divergences, et de plusieurs ruptures, notre collaboration demeura féconde. Je militais jusqu'en 1958 dans le groupe *Socialisme ou Barbarie*. Bien que je fusse souvent en désaccord avec son orientation, tant j'étais opposé à tout ce qui m'apparaissait comme tendant à la reconstitution d'un parti, je trouvais là les conditions d'un travail fructueux. Cependant ce cercle était étroit. Au-delà de ses frontières nos travaux respectifs étaient ignorés ou délibérément passés sous silence. Sans doute bénéficiai-je de quelque audience grâce aux *Temps modernes* dans les années d'après-guerre ; je ne le dus qu'à la protection personnelle de Merleau-Ponty et mes écrits, dans cette revue, parurent outranciers. Un tel climat n'incitait ni à la prudence dans l'interprétation ni surtout à l'audace qui eût été nécessaire pour une remise en question de la problématique de Marx et pour déraciner le mythe de la révolution prolétarienne.

En évoquant le climat des années cinquante, je ne cherche pas à justifier mes erreurs, la vivacité de mes critiques, la démesure de mes espérances. Pendant un temps, j'ai cru voir se dessiner une révolution qui serait l'œuvre des opprimés eux-mêmes et saurait se défendre contre ceux qui prétendraient la diriger. J'imaginai qu'une telle révolution, bénéficiant de tout l'acquis du mouvement ouvrier, rendrait impossible la formation d'un nouvel Etat et d'une nouvelle classe dominante. Les tentatives successives du prolétariat pour s'organiser et, de loin en loin, par des actions violentes, pour se libérer de l'oppression, me paraissaient composer une expérience dans laquelle tout comptait, les échecs comme les succès. Je lui prêtai le pouvoir de déchiffrer peu à peu les figures de son aliénation, dont la dernière et la plus secrète lui était offerte par sa propre bureaucratie. C'est ainsi que je me représentais le cheminement de la vérité dans l'Histoire. A présent, je sais que je me trompais. Ces illusions commencèrent à se dissiper en 1958, sitôt accomplie ma rupture avec *Socialisme ou Barbarie* et, désormais, je m'acharnai à les détruire. Auparavant, je contenais

mes doutes à mesure qu'ils naissaient. Quoique souvent en opposition avec la majorité du petit groupe auquel j'appartenais, je moulais mes arguments sur ceux des autres, mes proches. Quand je ne me sentis plus contraint de leur donner continuellement la preuve, en me la donnant à moi-même, de ma fidélité au projet qui nous unissait, je m'avouai qu'il était dénué de sens de comprimer l'Histoire dans les limites d'une classe et de faire de celle-ci l'agent d'un accomplissement de la société. Davantage : je m'étonnai d'avoir désiré cet impossible accomplissement.

Ce qui m'avait le plus étroitement attaché à Marx devint à mes yeux le plus suspect. J'avais embrassé la critique d'une société à la fois unifiée et décomposée par le capitalisme, société dans laquelle les hommes étaient rendus étrangers les uns aux autres et, simultanément, trouvaient, du fait de la dépendance réciproque de leurs opérations de production, les conditions de réappropriation de leur commune identité sociale. Cette critique ne m'offrit plus qu'une demi-vérité. Et l'image de la décomposition et celle de l'unification me semblèrent équivoques. Je compris qu'elles ne s'étaient imposées qu'au prix d'une abstraction. A l'oublier, on risquait de faire sous le couvert du procès du capitalisme, celui de la modernité, plus précisément celui de la démocratie moderne. J'observai que le phénomène de la décomposition sociale, de l'aliénation des classes et des individus, sitôt qu'on s'y arrêta, ne permettait pas de repérer et d'apprécier tout ce qui avait surgi de la destruction de l'ancienne société politique, imprimant ses hiérarchies dans un ordre naturel, agencée sur le modèle d'un corps, contenant et masquant ses divisions internes. Marx me parut avoir méconnu le sens de la désintringation du politique de l'économique, du juridique, du scientifique, de l'esthétique, le sens de la libre différenciation des modes d'existence, des modes d'agir, des modes de connaissance, du déploiement et du conflit des opinions, le sens de la distinction du public et du privé, le sens de l'affirmation des individus et de la créativité individuelle en regard des formes d'autorité supposées détentrices du pouvoir social. Quant à l'idée d'une unification imminente de toutes les pratiques, d'une

socialisation achevée, je convins qu'elle entretenait le mythe d'une indivision, d'une homogénéisation, d'une transparence à soi de la société, dont le totalitarisme montrait les ravages en prétendant l'inscrire dans la réalité.

M'étant évadé du cercle de mes premières croyances, je pensai donc qu'il n'est tâche plus importante que de réinterroger la démocratie. Cette pensée s'est affermie. Elle n'induit nullement à réhabiliter les thèses d'idéologues de la bourgeoisie. Ils se sont employés à masquer la relation qu'entretient la démocratie avec la division sociale, alors qu'il convient de la mettre au centre de la réflexion politique. Contre eux, la critique de Marx s'est justement exercée et reste pour une large part pertinente. Mais je mesure l'erreur qu'on a commise en confondant la démocratie avec un régime, un ensemble d'institutions historiquement déterminées, utilisées au profit de la domination d'une classe sur les autres. S'il est vrai que son essor a coïncidé avec celui de la bourgeoisie, on ne saurait oublier que cette dernière a commencé par la combattre, avant de se résoudre à en tirer parti et, qu'une fois convaincue de l'inéluctabilité de son développement, elle n'a cessé de tenter d'en désamorcer les effets, de l'appriivoiser, de l'enfermer dans des bornes, dans l'espoir de restaurer un modèle de hiérarchie et d'autorité, d'établir des mécanismes de pouvoir et de juridiction qui simulent un ordre rationnel. A suivre le cheminement de la révolution démocratique, on doit convenir qu'elle excède à tous égards le projet d'un acteur social. Non seulement, la bourgeoisie s'est vue déchirée par des conflits internes que sa fraction dirigeante s'acharna en vain à étouffer, mais elle a subi, par la vertu de principes qu'elle était impuissante à s'approprier, l'intrusion du prolétariat sur la scène historique. Et c'est par la lutte de celui-ci, en conséquence de revendications dont elle répudiait d'abord la légitimité, que se sont imposés des droits, que se sont diffusées des libertés qui nous paraissent à présent constitutifs d'une véritable vie politique. Mieux encore : je me suis convaincu qu'il était insuffisant de faire de la révolution démocratique l'ouvrage de classes sociales, la bourgeoisie qui l'inaugurerait, le prolétariat qui la

propagerait. Tout autant doit-on reconnaître que cette révolution leur a fourni la condition de possibilité de leur émancipation respective, et a commandé la dynamique de leur antagonisme.

D'une façon générale, si l'on en repère les étapes au plan de la réalité empirique, en scrutant le développement des conflits de classes, la logique de son expansion ne se dévoile qu'au registre du symbolique, lorsqu'on compare la structure des sociétés d'ancien régime avec celle des sociétés dont les principaux traits se sont dessinés au cours du XIX^e siècle. Dans un monde, la division sociale ne pouvait apparaître, les hommes se voyaient classés, inclus dans des hiérarchies supposées naturelles, imprimés dans des ordres, dans de multiples corps, assignés à des statuts et des rangs ; les repères derniers du pouvoir, de la loi, de la connaissance semblaient fixes, l'ordonnance générale de la société trouvait sa garantie dans la religion et dans la monarchie. Dans ce monde-ci la division s'exhibe en se faisant reconnaître comme sociale, l'inégalité se développe dans les horizons de l'égalité, le pouvoir est censé tout à la fois s'engendrer du sein de la société et lui fournir la condition de son unité, la loi s'avère dans la dépendance de la volonté changeante des hommes, la connaissance, dans ses multiples formes, reste en quête de ses fondements dans son exercice même ; enfin s'ouvre une carrière indéfinie au nouveau.

J'ai donc pris beaucoup de distance à l'égard de mes premiers écrits. Je ne respire plus l'air du marxisme, l'attente de la *vraie* révolution me paraît vaine, la croyance en la *bonne société* ou ingénue ou hypocrite, toujours redoutable. Il me faut le dire, quoique je n'attache guère de prix à ce genre de déclaration et préfère m'en remettre à la sagacité de ceux qui veulent bien me lire. Toutefois, puisque je le dis, il me faut aussi revendiquer la constance d'une recherche. Les temps m'y contraignent. Des intellectuels qui portaient fièrement, il y a quelques années, des armures staliniennes ou maoïstes, ont découvert soudain avec délectation leur droit au changement : ils se disputent la panoplie du nouveau penseur, se costumant en pionniers, en

touristes, en hurons, en bourgeois... accrochant parfois la bible à leur bandoulière. Ils font des mots sur les idoles qu'ils vénéraient, ils se racontent. Satisfaits de répéter que seuls les imbéciles ne changent pas, certains décrivent leur aventure comme si le désordre du jugement leur tenait lieu de liberté. Je suis ainsi condamné à faire une seconde déclaration : mes anciennes analyses m'ont donné le pouvoir de franchir leurs limites. Leur publication serait d'ailleurs pour moi sans objet si je ne leur demeurais attaché et pour les autres sans utilité si je ne pensais qu'ils pussent y trouver la trace d'un effort continu pour rompre avec des illusions communes. Que de celles-ci je ne réussis à me déprendre sans souvent céder à d'autres illusions, c'est un fait. Mais du moins ai-je avancé depuis mon point de départ dans un sens qui me paraît encore le bon.

Ayant formé mes premiers jugements sous l'attrait du socialisme, je cherchai d'emblée dans Marx des arguments contre le stalinisme qui m'inspirait une instinctive aversion, en raison de son dogmatisme, de son scientisme, de son nationalisme et de la discipline de son organisation. Sensible aux ambiguïtés de Marx, je m'efforçai de le défendre contre le marxisme qu'une part de son œuvre secrétait. Tel a été mon premier mouvement. Il me vaut l'antipathie persistante d'anciens communistes qui ont perdu leurs convictions mais ne pardonnent pas à quelqu'un d'avoir combattu le Parti au temps où ils étaient dans ses rangs. Qu'y puis-je ? J'ai des amis qui furent longuement communistes, je les respecte. Entre nous, point de nuages. Mais les autres ? Je ne vais pas chercher des excuses à un antistalinisme dont la précocité les contrarie. Dès 1942, je fréquentai des militants de la IV^e Internationale, puis rejoignis l'année suivante cette organisation, qui me paraissait fidèle à l'inspiration de la révolution russe, et à l'esprit de Marx ; mais ce fut bientôt, au lendemain de la Libération, pour m'y trouver en situation d'opposant, dans la conviction que le trotskisme était impuissant à concevoir la nature des partis communistes. Après avoir créé une tendance, avec Castoriadis, qui m'éclaira sur la nature du régime soviétique, je me détachai de la IV^e Internationale en

mettant en question la formule même du parti révolutionnaire ; en analysant les mécanismes de pouvoir et d'identification qui assuraient la cohésion d'une microbureaucratie, par-delà ses règles démocratiques et en l'absence même de déterminations économiques ; en prenant conscience de la fonction du bolchevisme et du rôle particulier de Trotski dans la formation d'un nouvel appareil de domination. Tel fut mon second mouvement. Bien que ma rupture avec la IV^e Internationale remonte à 1947, j'apprends parfois, trente ans plus tard, qu'on me désigne encore comme trotskiste. Qu'y puis-je ? Je ne saurais attendre qu'on veuille bien me situer en un lieu qui n'a pas de nom.

Dans le groupe *Socialisme ou Barbarie*, dont je fus l'un des fondateurs, j'ai trouvé ensuite les moyens d'approfondir une critique de la bureaucratie inspirée par la foi en la créativité du prolétariat. Mais je me suis tôt heurté au projet de construction d'une direction révolutionnaire et d'élaboration d'un programme du socialisme. Ce projet me semblait en contradiction avec la reconnaissance de l'autonomie ouvrière dans les formes de lutte et d'organisation. En bref, je n'admettais pas qu'on fixât d'en haut le modèle d'une invention qu'on attendait d'en bas. Ma méfiance grandit à l'égard de la représentation d'un ordre de la société supposé rationnel, harmonieux, transparent à ses membres. La rupture avec *Socialisme ou Barbarie* m'incita à tirer les conséquences de mon interprétation politique du totalitarisme, à repenser l'idée de la liberté, celle de la créativité sociale, dans le cadre d'une théorie de la démocratie, n'éluant pas la division, le conflit, l'inconnue de l'Histoire ; à rejeter la tradition révolutionnaire dans toutes ses variantes, une tradition à sa manière aussi oppressive, aussi rigide que celle qu'elle combattait et toujours embarrassée de ses héros fondateurs, charriant une historiographie édifiante, non moins mythique, quoique plus sympathique, quand elle se réclamait de Pannekoek plutôt que de Lénine. Tel a été mon troisième mouvement. Comme je l'ai signalé, l'abandon de *Socialisme ou Barbarie* fut pour moi l'abandon du marxisme. Il y a vingt ans de cela. Il n'empêche que récemment encore, quelque bourdon, aux couleurs du

socialisme rénové, virevoltait sur les ondes, en me qualifiant de marxiste attardé. Qu'y puis-je ? Le fait est que je n'ai cessé de lire Marx et qu'il m'arrive d'en parler, de le citer, de m'appliquer de nouveau à l'interpréter. Mais vais-je expliquer qu'on peut récuser le marxisme et garder une passion pour l'œuvre de Marx ?

Je rappelle mon itinéraire sans complaisance, mais il est vrai avec le sentiment de ne rien chercher à dissimuler ou déguiser. Enfin j'assume cet itinéraire en observant que la déception m'a toujours coûté moins que ne me faisait gagner la conviction de penser plus librement. En outre, la passion qui m'habitait autrefois ne m'est pas devenue étrangère. Il me semble à présent plus vigoureux, plus audacieux, plus fidèle à mon premier mouvement, ou d'un mot usé, perverti, mais irremplaçable, plus révolutionnaire de m'attacher à une idée libertaire de la démocratie que de poursuivre le rêve du communisme comme s'il pouvait se défaire du cauchemar totalitaire.

★

L'édition des *Eléments* de 1971 était accompagnée d'une postface. On la trouvera dans ce volume, convertie en dernier chapitre : *le nouveau et l'attrait de la répétition*. Ce texte tentait déjà de développer une réflexion sur les progrès et les limites de mon travail. En un sens, il me dispense donc d'un commentaire plus étendu. Mais je m'interrogeais aussi sur les nouveaux modes de contestation. Or, neuf années se sont écoulées depuis sa rédaction et mes remarques sur ce qui distinguait et apparentait présent et passé s'impriment à leur tour dans le passé. C'est que, durant ces années, et, plus précisément, les toutes dernières, un changement notable s'est produit : la gauche dans son ensemble manifeste une sensibilité nouvelle au fait bureaucratique et au fait totalitaire. Sans doute, j'écrivais ma postface après les événements de 1968, après la révolte de mai en France, après le printemps de Prague ; j'observais leurs conséquences, l'impuissance des uns et des autres à les affronter, les ruses qui s'inventaient pour composer avec les vieilles

croyances ou restaurer les vieux modèles d'organisation. Mais depuis, que de choses nouvelles. *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne a été diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires ; des témoignages, des documents, des analyses se sont multipliés en provenance de l'Est qui révélaient l'étendue de l'oppression, de l'exploitation et aussi de la corruption dans l'univers totalitaire. On a vu la formation d'une dissidence en Union soviétique et en Europe orientale. L'image de la bonne Chine a soudain vacillé : le maoïsme est apparu comme un autre stalinisme, différent du premier, soit, d'une espèce singulière, soit, mais singulièrement haïssable. On a découvert une effervescence des revendications démocratiques en conséquence de son effondrement. La terreur des bâtisseurs du socialisme au Cambodge a stupéfié le monde. Enfin, la Chine et l'Union soviétique se sont mutuellement dénoncées comme l'ennemi le plus dangereux ; la guerre a éclaté entre la Chine et le Vietnam... Par vagues successives, ces événements ont érodé le système de défense longtemps et si efficacement opposé à la connaissance des faits.

De ce changement je voudrais me réjouir. Au demeurant, j'en vois d'heureuses conséquences. Qui oserait à présent faire l'apologie de Staline ou celle de Mao, sinon des isolés ou de petits groupes sans audience ? Le nombre de ceux qui sont devenus rebelles au mensonge n'a cessé de s'accroître. La presse de gauche livre passage aux témoignages des dissidents, aux protestations et aux manifestations suscitées par la répression dans les pays socialistes. Le résultat n'est pas mince. Il suffit pour couper court à la tentation du pessimisme. Toutefois inépuisables sont les ressources de l'idéologie. Je parlais dans ma postface de l'attrait de la répétition ; la formule n'est certes pas périmée, mais me frappe davantage à présent l'art de la dénégation. Telle est la rude leçon qu'il faut tirer de l'immense remuement d'idées provoqué par les événements de ces dernières années : à peine la lumière perce-t-elle qu'un brouillard sourd du discours politique de la gauche officielle et de celui des intellectuels en posture d'avant-garde. Les mots mêmes de

bureaucratie, de totalitarisme, de dissidence sont usés avant qu'ils aient pris sens. Si usés qu'on reculerait pour un peu devant un nouveau trafic du langage, par crainte de rien dire, en s'y prêtant, qui ait encore pouvoir de se faire entendre.

Voilà désormais le Parti communiste antitotalitaire, antibureaucratique. N'a-t-il pas condamné les erreurs et les crimes de Staline, puis l'invasion de la Tchécoslovaquie ? Ne proteste-t-il pas de temps à autre contre l'incarcération ou la condamnation d'un dissident ? Cependant que signifie *totalitaire* dans le vocabulaire des militants communistes ? L'épithète s'applique à un pouvoir autoritaire, arbitraire, qui transgresse les frontières de la responsabilité publique pour atteindre aux droits des individus. Que signifie : bureaucratique ? Le mot désigne des méthodes, des mentalités, des comportements, une disposition à suivre un modèle établi, à obéir aux règles, à s'en remettre aux ordres d'en haut, sans souci des cas concrets et des innovations nécessaires. Sans doute pourrait-on déjà s'amuser d'une critique qui s'accompagne dans le parti français d'un mode d'organisation obstinément bureaucratique. Mais plus important est d'observer que ce langage interdit de repérer la nature des régimes, disons mieux, des formations sociales totalitaires, dont on dénonce parcimonieusement les défauts. Soit, le Parti communiste tient apparemment un nouveau langage ; soit, il a distendu ses liens avec l'U.R.S.S. Mais que ne voit-on qu'il n'avait pas le choix d'ignorer les camps de concentration staliniens et post-staliniens, l'ampleur d'une répression persistante qui émeut l'opinion publique et, plus précisément, sa clientèle électorale actuelle et virtuelle. Que ne voit-on que les signes de son indépendance sont les plus ténus qui soient et, au reste, de plus en plus ténus depuis son dernier congrès. Que ne voit-on surtout que, pour un Parti communiste d'Europe occidentale, la condamnation du stalinisme, ou, comme on dit, des faits qui marquent une survivance des méthodes staliniennes, la critique même du modèle soviétique sont les seuls moyens efficaces de maintenir une représentation du socialisme au-delà du rideau de fer. Nous parlions d'un brouillard. En est-il un

meilleur ? Le bon objet « U.R.S.S. » se dérobe aux trois quarts, dit-on, quelques signes inquiétants se laissent entrevoir... Le militant est invité à cligner des yeux, à prendre du recul, pour discerner les grandes lignes du tableau. L'expert Marchais enseigne qu'il y a çà et là quelques erreurs de perspective, mais qu'il ne vaut pas la peine de s'attarder sur des détails décidément trop flous. L'expert Elleinstein souhaite qu'on soit plus attentif et qu'on identifie tout ce que doit le style stalinien à une époque révolue. En définitive, tous deux s'accordent pour appeler à la création en Europe occidentale d'un socialisme démocratique, d'un socialisme affranchi de tout modèle. Cette conclusion est la mieux faite pour satisfaire au double impératif qu'impose la nouvelle situation : persuader l'opinion que le socialisme français, italien, espagnol, ne saurait ressembler au socialisme russe et ne point exclure ce dernier de la grande révolution historique dont le but demeure l'extinction du capitalisme. En faisant appel à une création délivrée de l'imitation, les communistes s'emploient à conserver, tout en la tenant à distance, l'image du régime déclaré inimitable ; cette image, ils ne demandent pas qu'on l'aime, mais cherchent à désarmer l'hostilité qu'elle inspire. Ils la rendent singulière comme celle d'un parent dont on a découvert les défauts et les aventures malheureuses, mais qu'il serait inconvenant de livrer au jugement de l'étranger. D'un côté, la critique des traits bureaucratiques du régime soviétique est leur affaire privée, dont l'opinion doit savoir que la famille communiste ne se désintéresse pas ; d'un autre côté, la formule d'un socialisme démocratique à l'occidentale est censée abolir toute référence à des précédents historiques de mauvais aloi et purifier les lendemains qui chantent des miasmes du passé.

Convenons, certes, qu'il n'y a pas lieu de s'étonner de la manière dont le Parti communiste s'adapte à la nouvelle conjoncture. Mais du moins faut-il faire ce premier constat : la propagation d'informations sur le monde totalitaire a eu un résultat ambigu. On aurait pu croire qu'elle mettrait en ruines, ou du moins affaiblirait considérablement la légitimité de

l'entreprise communiste en Europe occidentale, puisque cette légitimité reposait, pour une large part, sur l'œuvre accomplie par les Etats dits prolétariens. Or l'entreprise se porte bien. Elle tire parti des difficultés qui lui ont été créées pour se rajeunir, pour se donner l'apparence de l'indépendance, de la création, de la démocratie. De telle sorte que la masse des militants, des sympathisants et des électeurs reste à peu près constante, alors même que la foi puise à de nouveaux bréviaires et que d'anciens croyants se détachent pour céder la place à de nouveaux adeptes. Un tel constat suscite la réflexion. Seule une pensée paresseuse pourrait en effet se suffire d'invoquer la puissance des appareils et l'habileté de leurs stratèges. De toute évidence, le pouvoir de tromper se soutient d'un désir collectif de se laisser tromper ; le pouvoir de brouiller les traits du socialisme se soutient d'un désir collectif de ne pas voir ce qui est de plus en plus donné à voir. Chez ceux-là mêmes qui, à l'intérieur du Parti ou à sa périphérie, dénoncent les méthodes bureaucratiques de la direction, le style autoritaire de Georges Marchais, c'est un fait que la croyance dans le rôle historique du Parti l'emporte sur la divergence, ou sur ce qu'ils appellent sans rire leur dissidence. Et le petit nombre qui va jusqu'à s'indigner de la répression qui sévit en U.R.S.S. ou de la colonisation de la Tchécoslovaquie, poussant l'audace jusqu'à refuser de prendre la carte du militant, vibre d'indignation sitôt qu'on méconnaît les vertus d'un régime qui a engendré les défenseurs de Stalingrad, les vainqueurs du fascisme... La cécité devant le totalitarisme, il convient de le reconnaître, n'est pas l'effet d'une déficience de la théorie, elle suppose une attache à l'idée du Parti, tel qu'il apparaît ou tel qu'il devrait être, comme foyer d'une société toute nouvelle, formation de masse qui irriguerait le corps social — et la racine de cette attache est précisément celle de l'idéologie totalitaire.

Plus instructive encore que l'évolution du Parti communiste apparaît celle du Parti socialiste. Le premier n'aurait pu réussir à maintenir la critique de l'Union soviétique dans des limites aussi étroites, si le second ne le lui avait permis ; s'il ne s'était

inlassablement employé à mettre en valeur cette critique, à trouver en elle l'indice d'un changement historique pour accréditer auprès de l'opinion publique l'image d'un partenaire enfin rallié à la cause de la démocratie. Inutile de rappeler les réticences du Parti socialiste à soutenir l'action des dissidents, l'appui qu'apporta Mitterrand au refus de Giscard d'Estaing de recevoir Amalrik, les termes chaleureux de la déclaration qui soulignait l'accord de la délégation socialiste avec le Parti communiste hongrois, lors de sa visite à Budapest. Ce sont là pourtant de petits signes qui ne trompent pas. Mais d'une façon générale, le Parti socialiste s'est délibérément abstenu de toute initiative qui eût risqué de nuire à la stratégie de l'union de la gauche. A la direction communiste il a pu, selon un argument consacré, reprocher ses méthodes bureaucratiques, à Georges Marchais son style autoritaire ; c'était ainsi tenir le langage que ses alliés avaient forgé pour se démarquer de la politique soviétique et de Brejnev, décourager toute tentative d'analyse de la bureaucratie et du totalitarisme. A l'observer, on ne saurait partager l'optimisme de ceux qui s'enchantent de la croissance du mouvement socialiste en France. Le prix dont celle-ci a été payée ne saurait être sous-estimé : les socialistes ne sont pas devenus le plus grand parti de France aux dépens des communistes, comme on le répète sottement ; ils ont accompli cet exploit en s'assujettissant à la nécessité de restituer à ces derniers une légitimité sérieusement ébranlée. Or, négligeons encore l'échec d'une telle politique, l'habile défection du Parti communiste à la veille du scrutin électoral en 1978, négligeons même l'impuissance où se sont trouvés les socialistes depuis lors d'en fournir une explication, condamnés qu'ils sont à faire aujourd'hui silence sur la nature de l'entreprise communiste pour l'avoir déguisée hier, à recourir de nouveau à la piètre accusation d'autoritarisme et de bureaucratisme. Il faut admettre que le brouillard socialiste n'est pas seulement le produit d'une conjoncture politique particulière dans laquelle tous les moyens paraîtraient bons pour déloger du pouvoir les forces de droite. D'une part, la fascination qu'exercent sur le Parti socialiste la

conquête de l'appareil d'Etat, le renforcement de cet appareil, l'élargissement de la sphère centrale de décision, d'autre part les espérances de promotion bureaucratique répandues parmi un électorat largement implanté dans les administrations publiques, un mélange de tradition jacobine et de mentalité technocratique font mieux comprendre la résistance à analyser le fait totalitaire. En ce sens, mon second constat est plus amer que le premier, car nous ne saurions même dire que la masse des militants socialistes porte en elle les germes du totalitarisme. Il suffit qu'elle en ignore le danger pour concourir à leur développement ; il suffit qu'elle veuille renforcer le pouvoir de l'Etat pour se prêter à une dynamique de bureaucratisation qui, dans la société moderne, a pour dernière conséquence celle dont témoigne le régime soviétique. Incapables de déchiffrer l'expérience de l'Union soviétique et celle de l'Europe de l'Est, au cours de laquelle ont été englouties par les partis communistes toutes les formations rivales, ces militants continuent de raisonner dans les termes d'une unique alternative : capitalisme ou socialisme — comme si sous le couvert de ce dernier ne s'était pas instaurée une formation sociale à laquelle se voient assujettis des centaines de millions d'hommes. Insensibles à l'expansion de cette formation, à la logique d'un système que ses multiples variantes ne devraient plus permettre d'ignorer, ils s'émerveillent, de leur côté, à l'idée d'un socialisme sans modèle, au lieu d'interroger le modèle qui envahit le monde. Renvoyant à l'histoire événementielle la perversion du socialisme, ils ne veulent rien connaître de cette autre histoire qui s'empare des événements les plus divers, de Cuba au Vietnam pour les articuler en fonction de la même solution.

Depuis quelques années, il est vrai, un petit nombre d'intellectuels, appartenant à une génération nouvelle, ont eu l'audace d'instruire le procès des régimes socialistes, non sans tenter d'abord d'épargner la Chine de Mao, mais ensuite avec toute l'ampleur souhaitable. Il leur revient le mérite d'avoir secoué la torpeur d'une partie de la gauche, en se frayant un chemin à travers les organes de presse, de radio et de télévision ; grâce à

CLAUDE LEFORT

éléments d'une critique de la bureaucratie

Analyste précoce de la bureaucratie et du totalitarisme ; polémiste vigoureux qui dénonçait dans les années cinquante la servilité d'une certaine presse éclairée et d'intellectuels progressistes devant le stalinisme ; l'un des fondateurs, avec C. Castoriadis, de la revue *Socialisme ou barbarie* ; longtemps marxiste en rupture de ban, avant de s'engager dans la voie d'une restauration des problèmes du politique, Claude Lefort s'est acharné à pourchasser les illusions de notre temps, sans épargner, chemin faisant, les siennes.

Le volume présent contient la plupart des essais qui figuraient déjà dans le recueil publié sous le même titre par les Editions Droz. On y trouvera, en outre, une étude qui réattire l'attention sur le témoignage de Kravtchenko, dissident avant la lettre, que l'auteur fut autrefois l'un des seuls à défendre dans les milieux de gauche. Une nouvelle préface démonte sans ménagement les mécanismes du discours antitotalitaire tel qu'il s'exerce depuis peu.

De la critique du parti comme organe dirigeant de la Révolution à celle de la "bonne société" délivrée de ses divisions, de l'analyse de la pseudo-déstalinisation khrouchtchévienne à celle du système concentrationnaire décrit par Soljénitsyne, qui fit la matière de son livre *Un homme en trop*, les écrits de Lefort témoignent d'un itinéraire singulier dont le sens s'indique fermement dans ces *Eléments*.

Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, il est l'auteur d'un important ouvrage sur Machiavel et de nombreux travaux de philosophie politique. On lui doit aussi une série d'essais consacrés à l'œuvre de Merleau-Ponty.